

## ELEMENTS D'APPRECIATIONS DES FINANCES PUBLIQUES

### DE LA TUNISIE 2011- 2017

Mise à jour le 17 aout 2018

La situation des finances publiques est, aujourd'hui, en tête des préoccupations du pays. Les différents paramètres qui s'y rapportent accusent, sous l'effet de la forte accélération des dépenses budgétaires, de fortes détériorations.

Le présent papier analyse l'évolution des principales composantes du budget de l'Etat pour la période 2011-2017 et compare les différents paramètres et ratios, qui s'en dégagent, avec ceux d'un certain nombre de façon à dégager quelques enseignements et orientations utiles au redressement des comptes de l'Etat.

#### I. LES DEPENSES BUDGETAIRES ENREGISTRENT UNE IMPORTANTE EXPANSION

Les dépenses de l'Etat progressent au cours de la période 2011-2017 à un taux annuel moyen de 9.7 pourcent, dépassant de plus de 3 points le taux de croissance du PIB (6.3 pourcent aux prix courants) contre une situation totalement inverse au cours de la période 2004-2011 (respectivement 7.1 et 8.6 pourcent).

L'accélération des dépenses budgétaires est imputable principalement, comme l'explicitent les développements suivants, à l'expansion des charges salariales, et, dans une moindre mesure, aux charges assumées par l'Etat en matière de subventions et de compensations ; le budget de capital de l'Etat augmente, en revanche, très modérément.

##### 1. SALAIRES ET TRAITEMENTS

##### **Forte expansion de l'effectif de L'administration**

Le total des fonctionnaires et ouvriers de l'Etat est évalué, en ne prenant pas en compte les collectivités locales, à près de 620 000 à fin 2016 contre 466 000 à fin 2010 réparti comme suit<sup>1</sup> :

<sup>1</sup> Source : Mahmoud Ben Romdhane : La Démocratie en quête d'Etat (avril 2018)

Départements ministériels	2010	2016	Variation
Ressources humaines <sup>2</sup>	273 865	354 000	80 135
Intérieur (hors col. locales) et défense	110 661	165 852	55 191
Autres départements	81 594	99 557	17 963
Total	466 120	619 409	153 289

Il en ressort une augmentation de quelques 153 000 en six ans, correspondant à 95 pourcent des créations totales d'emplois pour la période 2011-2016 (160 mille emplois environ).

Le rythme annuel moyen s'établit à 4.8 pourcent entre 2011 et 2016 sous tendant :

- Une progression annuelle moyenne de 7 pourcent de l'effectif au niveau des départements de l'intérieur et de la défense ;
- Une augmentation annuelle moyenne de 4.4 pourcent de l'effectif des départements de ressources humaines : éducation, enseignement supérieur, recherche scientifique, jeunesse et sport, affaires sociales et santé ;
- un accroissement annuel moyen de 3.4 pourcent au niveau de l'effectif des autres départements ministériels.

Il est à signaler que la loi d'amnistie générale du 19 février 2011 ne prévoit dans son article 2 que la réintégration des amnistiés dans leur emploi ; elle ne concernait, donc, que ceux qui avaient perdu leurs emplois après les condamnations dont ils avaient fait l'objet. La loi du 22 juin 2012 portant dispositions dérogatoires pour le recrutement dans le secteur public étend, cependant, le recrutement direct à un membre de chaque famille des « martyrs de la révolution » et à tous les bénéficiaires de l'amnistie générale.

A titre d'éclairage, le Maroc<sup>3</sup> qui a une population active de 12 millions de personnes actives n'a que 570 000 fonctionnaires civils en 2017 en ne prenant pas en compte le personnel des collectivités locales, soit un ratio de 47 fonctionnaires pour 1000 actifs contre un ratio correspondant de 109 fonctionnaires civils pour la Tunisie<sup>4</sup>

<sup>2</sup> Regroupant les départements de l'éducation, de l'enseignement et de la recherche scientifique, de la santé et de la jeunesse et des sports

<sup>3</sup> Source : finances.gov.ma : Rapport sur les ressources humaines du projet de loi des finances de 2018

<sup>4</sup> Rapport entre le total des fonctionnaires hors ministères de la défense et de l'intérieur, soit 455 000 environ attendus en 2017, et la population active, soit 4.1 millions

### **Renforcement de la part des salaires du personnel de l'Etat**

L'augmentation de l'effectif des agents et ouvriers émergeant sur le budget de fonctionnement, combinée avec la revalorisation des salaires et traitements servis par le budget de l'Etat et à l'avancement statutaire et aux promotions des fonctionnaires, se traduit par une progression de la masse salariale au cours de la période 2011-2017 de 11.3 pourcent en moyenne par an, soit un taux dépassant de 5 points la croissance du PIB à prix courants (6.3 pourcent par an).

De la sorte, la part des salaires de la fonction publique se trouve renforcée d'année en année. Leur part dans le PIB passe de 10.8 pourcent en 2010 à 13 pourcent en 2014 et se situe à 14.8 pourcent en 2017. Leur part dans les recettes fiscales passe de 53.4 pourcent en 2010 à près de 68 pourcent en 2017 contre un ratio de 57 pourcent au Maroc.

Le dérapage des salaires avait coûté aux contribuables une facture proche de 15 milliards de dinars<sup>5</sup> pour la période 2011-2017, ce qui correspond à la moitié environ du déficit budgétaire cumulé au cours de cette période :

En MDT	2010	2017	2004-2010	2011-2017
Traitements et salaires	6 785	14 352	37 949	75 581
Ratio par rapport au PIB	10.7%	14.8%	10.7%	13.4%
Ratio /recettes fiscales	53.4%	67.7%	55.1%	62.0%

En se référant aux statistiques relatives à la rémunération des administrations en 2014 dans l'Union Européenne, publiées par « Panorama des statistiques de l'OCDE », l'on relève, comme le reflètent les données ci-après, que la part des salaires de l'administration tunisienne dans le PIB observée depuis 2016 n'est dépassée que par celle du Danemark, sachant que la pression fiscale de celui-ci est l'une des plus élevée dans le monde : soit 50.9 pourcent du PIB en 2014 contre un taux de prélèvement obligatoire, intégrant l'impôt local et les cotisations sociales, de 30 pourcent environ pour la Tunisie.

<sup>5</sup> Différence entre la masse salariale enregistrée au cours de la période 2011-2017, soit 75 581 MDT, et celle résultant du maintien tout au long de cette période du taux moyen relevé au cours de la période 2004-2010, (10.7%du PIB), soit 60 130 MDT.

Part des salaires de l'administration en pourcentage du PIB au cours de l'année 2014 :

Italie	10.0
Portugal	11.8
Grèce	12.0
Belgique	12.5
France	13.0
Finlande	14.3
Danemark	16.9

## 2. SUBVENTIONS PUBLIQUES

### Reprise de la tendance à la hausse des subventions en 2017

La baisse des prix du pétrole sur le marché international, avec un cours du baril se ramenant d'une moyenne de 108\$ en 2013 à 52 \$ en 2015 et à 47.1 \$ en novembre 2016, se traduit par une maîtrise relative des dépenses de l'Etat au titre des subventions au cours de la période 2014 et 2016. Celles-ci, après le pic de 2013 (5515 MDT et 7.3 pourcent du PIB), enregistrent une réduction de quelques 1 350MDT en 2014 et une nouvelle réduction de près de 1300MDT en 2015 et de 650MDT en 2016.

Avec le renchérissement des cours du pétrole en 2017, la tendance des subventions repart à la hausse. Les crédits alloués à ce titre augmentent de plus de 50 pourcent par rapport à 2016 pour se situer à 3.5 milliards de dinars environ contre 2.2 milliards en 2016.

Au total, les subventions durant la période 2011- 2017 auraient coûté aux contribuables quelques 24.7 milliards de dinars et 4.4 pourcent environ du PIB, ce qui correspond à près des trois quarts du budget de capital de l'Etat consacré durant cette période aussi bien pour les investissements directs que pour les interventions économiques.

Comparativement aux niveaux relatifs des subventions accordées durant la période 2004-2010 (2.3 pourcent du PIB), il y a un dérapage des dépenses budgétaires de près 2 points du PIB en moyenne par an, soit un montant cumulé de plus de 11 milliards de dinars<sup>6</sup>.

<sup>6</sup> Montant correspondant à la différence entre les dépenses enregistrées au cours de la période 2011-2017, soit 24.7 milliards de dinars et le total résultant du maintien du taux de subvention relevé au cours de la période

En MDT	2004-2010	2011-2017
Produits de base	4 058	9 807
Carburants	3 447	12 399
Transports	1 132	2 522
Total	8 637	24 728

### 3. BUDGET DE CAPITAL DE L'ETAT

#### **Une progression modérée du budget de développement de l'Etat**

Le budget de développement de l'Etat a augmenté très modérément entre 2010 et 2015, de l'ordre de 2.2 pourcent par an en nominal, ce qui correspond à un taux inférieur à l'évolution de l'inflation (4.8 pourcent en moyenne). Les crédits alloués dans le cadre des lois de finances n'ont été que partiellement réalisés. Une relance des dépenses du budget de développement est, cependant, réalisée en 2016 (13 pourcent) et dans une moindre mesure en 2017 (+ 5.7 pourcent).

Finalement, le budget d'équipement cumulé pour la période 2011-2017 représente, grâce au rattrapage des deux dernières années, 6.1 pourcent du PIB soit un taux assez proche de celui de la période 2004- 2010 (6.3 pourcent), mais bien en retrait de celui atteint au cours des années 2009-2010 (6.8 pourcent).

## **II. LES RECETTES PROPRES DU BUDGET DE L'ETAT ENREGISTRENT UNE PROGRESSION BIEN INFÉRIEURE A CELLE DES DÉPENSES**

Les recettes propres de l'Etat progressent à un taux de 7 pourcent en moyenne par an au cours de la période 2011- 2017, en retrait de 2.7 points par rapport à celui des dépenses (9.7 pourcent) alors que durant la période 2004-2010, c'était plutôt l'inverse qui s'était produit : +9.6 pourcent par an pour les recettes propres et + 7.1 pourcent par an pour les dépenses budgétaires.

## 1. IMPOTS DIRECTS

### Importante augmentation des recettes au titre de l'impôt sur les revenus des non-salariés

Les recettes au titre des impôts directs sur les salaires et les traitements progressent de 10 pourcent en moyenne par an entre 2011 et 2017 alors que les recettes au titre des impôts sur les non-salariés augmentent de 20 pourcent en moyenne par an. La structure de l'impôt sur les revenus s'en trouve modifiée avec une augmentation sensible de la part des non-salariés ; celles-ci passent de 19 pourcent en 2010 à 35 pourcent en 2017.

En MDT	2010		2014		2017	
Impôts directs des salariés	2 105	81%	3 259.9	80%	4 028.9	65%
Impôts directs des non-salariés	495	19%	835.4	20%	2 175.8	35%
Total impôts sur les revenus	2 600		4 095.3		6 204.7	

En conséquence, la part des impôts directs sur les revenus de l'ensemble des personnes physiques se renforce d'année en année. Elle était de 4.1 pourcent du PIB en 2010 ; elle a atteint 5.1 pourcent en 2014 et elle se situe à 6.4 pourcent en 2017. Malgré cette progression notable, le taux atteint est bien en deçà de la moyenne de l'OCDE<sup>7</sup> qui est de 8.7 pourcent pour l'année 2014.

#### Impôts sur les revenus des personnes physiques par rapport au PIB en 2014

Belgique	12.9
Corée du sud	4.0
Danemark	27.67
Espagne	7.42
Finlande	13.4
France	8.4
Grèce	6.08
Italie	8.77
Japon	5.78

<sup>7</sup> Données de l'OCDE sur les recettes fiscales pour les pays autres que la Tunisie

Portugal	7.40
Turquie	4.22
Moyenne de l'OCDE	8.77
Tunisie (2014)	5.07

### Importante baisse des impôts sur les sociétés à partir de 2015

La baisse des recettes au titre de l'impôt sur les sociétés a été importante en 2015, de l'ordre de 1300 millions de dinars et 1100 millions de dinars en 2016. La baisse touche aussi bien les sociétés pétrolières (- 700MDT en 2015 et - 670MDT en 2016), en relation avec la baisse de la production et la chute des prix sur le marché international, que les sociétés non pétrolières (- 600 MDT en 2015 et – 430 MDT en 2016) sous l'effet, notamment, du ralentissement de l'activité économique.

Un redressement relatif est toutefois enregistré en 2017 sous l'effet de la reprise de la croissance et de l'adoption de mesures exceptionnelles sous forme de relèvement de l'impôt sur les revenus dans le cadre de la loi des finances de 2017<sup>8</sup>, comme le montre le tableau suivant :

En MDT	2014	2015	2016	2017
Impôt sur les sociétés pétrolières	1 791	1 089	419	586
Impôt sur les sociétés non pétrolières	2 284	1 645	1 215	1 769
Impôt direct sur l'ensemble des sociétés	4 075	2 734	1 634	2 355
Taux par rapport au PIB en %	5.04	3.22	1.82	2.44

Les recettes au titre de l'impôt sur les sociétés (non pétrolières) durant la période 2011-2014 avaient représenté en moyenne 2.5 pourcent du PIB. Elles n'en représentent que 1.8% en 2017 malgré la contribution conjoncturelle exceptionnelle. Etant signalé que le taux moyen des 38 pays de l'OCDE a été en 2014 de 2.88% du PIB en 2014 : les taux du Japon et de la Corée sont relativement élevés alors que ceux de la Turquie et de la Grèce sont parmi les moins élevés :

<sup>8</sup> Contribution conjoncturelle exceptionnelle de 7.5 % de l'impôt sur les sociétés dans le cadre des articles 48 et 49 de la loi des finances

Impôts sur les sociétés en pourcentage du PIB pour l'année 2014 :

Belgique	3.19
Corée du Sud	3.16
Danemark	2.69
Espagne	1.95
France	2.04
Finlande	1.93
Grèce	1.19
Italie	2.75
Japon	4.04
Portugal	2.98
Turquie	1.85
Tunisie (2014) <sup>9</sup>	2.82

## 2. TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

### Relance des recettes au titre de la TVA en 2015

Les données publiées par le ministère des Finances révèlent après le fléchissement des recettes de 50MDT en 2015 (de 5107MDT à 5058 MDT), et la faible augmentation de l'année 2016 (+ 80 MDT et + 1.6%), une forte relance au cours de l'année 2017 (+18.6%) en relation avec la reprise de la croissance et l'effort de recouvrement déployé en la matière.

La part de la TVA dans le PIB enregistre une évolution en dents de scie corrélée avec celle de la croissance : 5.9 pourcent en 2010 ; 6.3 pourcent en 2014 ; 5.7 pourcent en 2016 et de nouveau 6.3 pourcent en 2017.

Il est à signaler que le taux moyen était en 2014 de 6.8% pour les pays de l'OCDE et 6.9% pour la France.

<sup>9</sup> Correspondant à l'impôt des sociétés non pétrolières

### III. L'EQUILIBRE BUDGETAIRE ENREGISTRE D'IMPORTANTES PRESSIONS TOUT AU LONG DES ANNEES 2011-2017

L'accélération des dépenses face à la décélération des recettes propres entraîne d'importantes répercussions sur l'équilibre du budget de l'Etat.

#### EPARGNE BUDGETAIRE

##### Une épargne budgétaire devenue négative à partir de 2011

Le solde primaire du budget de l'Etat (différence entre les recettes propres et les dépenses hors service de la dette) était excédentaire en 2010 (+ 501 MDT). Il est devenu négatif à partir de 2011 avec une tendance à la hausse d'année en année. Le solde négatif de l'année 2017 serait de 3 727 MDT, soit 3.9 pourcent du PIB :

En MDT	2010	2014	2016	2017
Recettes propres hors dons, privatisations et biens confisqués	14 769	19 894	20 588	23 559
Dépenses hors service de la dette	14 292	22 452	24 113	27 286
Solde primaire du budget	+ 477	- 2 558	- 3 525	-3 727

L'insuffisance cumulée des ressources propres (hors dons, privatisations et biens confisqués) par rapport aux dépenses hors service de la dette publique ressort pour la période 2011-2017 à près de 19 400 millions de dinars soit 56 pourcent environ du budget de capital de l'Etat durant cette période.

#### DEFICIT BUDGETAIRE

##### Un Déficit budgétaire important atteignant 6.1 pourcent du PIB en 2017

Le déficit budgétaire par rapport au PIB passe d'une moyenne de 2.2 pourcent durant la période 2004- 2010 à 5.5 pourcent durant la période 2011- 2017. Au cours de cette dernière période deux pics sont relevés : le premier en 2013 avec un déficit de 6.9% du PIB et le second en 2016 et 2017 avec un déficit correspondant à 6.1% du PIB pour chacune de ces deux années.

En se référant aux données de l'année 2015 relatives au déficit budgétaire des pays de l'Union Européenne publiées par Eurostat, l'on relève que le niveau de déficit de la Tunisie n'est dépassé que par celui de la Grèce et de l'Espagne :

Déficit budgétaire de l'année 2015 par rapport au PIB :

Belgique	2.6%
Espagne	5.1%
France	3.5%
Grèce	7.2%
Italie	2.6%
Portugal	4.4%
Moyenne UE	2.1%
Tunisie	4.8%

La prise en compte pour l'année 2016 du déficit des entreprises publiques, de l'ordre de 1 milliard de dinars et du déficit des caisses de sécurité sociale, de l'ordre de 1.5 milliard, porterait le déficit global du secteur public à près de 8 milliards de dinars ce qui correspond à 8.8 pourcent du PIB.

## **EMPRUNTS EXTERIEURS ET INTERIEURS**

### **Triplement des capitaux extérieurs et doublement des emprunts intérieurs mobilisés**

Les capitaux extérieurs mobilisés pour les besoins de financement du budget de l'Etat de la période 2011-2017 ressortent à quelques 31.2 milliards de dinars sous forme d'emprunts extérieurs et près de 2.3 milliards sous forme de dons extérieurs soit un total de 43.5 milliards de dinars environ, ce qui correspond à plus qu'un triplement du niveau mobilisé durant la période 2004-2010 (8 milliards de dinars). Alors que les capitaux mobilisés sur le marché intérieur connaissent, un quasi-doublement d'un septennat à l'autre, passant de 9 milliards de dinars à quelques 16 milliards représentant près de 3% du PIB.

## DETTE PUBLIQUE

### Forte augmentation de la dette publique de 30 points du PIB par rapport à 2010

Il est relevé entre 2010 et 2017 plus qu'un doublement du montant nominal de la dette publique. L'encours de celle-ci passe de 25.6 milliards de dinars à près de 68 milliards de dinars pour 2017<sup>10</sup>. Le taux d'endettement par rapport au PIB s'en trouve fortement augmenté, passant de 40.7 pourcent en 2010 à près de 70.4 pourcent en 2017 sous l'effet combiné de trois facteurs :

- ▮ Décélération de la croissance du PIB : 1.4 pourcent en moyenne par an à prix constants et 6.3 pourcent par an à prix courants au cours de la période 2011-2017 contre respectivement 4.8 pourcent et 8.6 pourcent pour la période 2004-2010
- ▮ Augmentation du déficit budgétaire : Le maintien du taux moyen de la période 2004-2010, soit 2.2 pourcent, aurait permis d'éviter un endettement net de près de 18.6 milliards de dinars durant les années 2011- 2017 ;
- ▮ Glissement du dinar par rapport aux principales devises de remboursement de la dette extérieure. Le glissement entre 2010 et 2017 s'est situé à 44 pourcent pour l'euro (de 1,897 dinars à 2,724 dinars) et 68 pourcent pour le dollar (de 1,433dinars à 2,420dinars) sachant que la part de la dette publique d'origine extérieure dans le total de la dette publique est passée de 60.7 pourcent 68.7 pourcent.

Ceci dit, le montant cumulé des paiements du service de la dette publique extérieure, durant la période 2011-2017 représente 13 pourcent environ des recettes propres de l'Etat hors dons extérieurs ; alors que les emprunts extérieurs mobilisés au cours de cette période représentent 23 pourcent des recettes propres. Il y a des flux nets positifs de quelques 13.5 milliards de dinars contre un montant cumulé net négatif de 4.8 milliards de dinars pour la période 2004- 2010. La situation serait, cependant, différente pour les prochaines années, étant donné l'échéancier de remboursement des derniers emprunts contractés :

En MDT	Emprunts extérieurs	Service dette extérieure	Capitaux en nets
Total 2004-2010	7 980	12 844	-4 864
Total 2011-2017	31 201	17 665	+13 556

## CONCLUSION

Les développements qui précèdent montrent que la situation des finances publiques est, réellement, préoccupante.

Le poids des charges au titre des traitements et des salaires représente un lourd fardeau en raison notamment de l'augmentation de l'effectif et du ralentissement de la croissance. Pour retrouver un ratio raisonnable, ramenant les salaires de la fonction publique dans la limite de 12 pourcent du PIB, il faudrait nécessairement s'astreindre à une augmentation de la masse salariale suivant un taux annuel moyen en retrait de 4 points de celui du PIB aux prix courants d'ici l'horizon 2022 ; ce qui requiert un vaste redéploiement de l'effectif et des compétences pour se rapprocher des normes internationales en matière de coût-efficacité.

Les charges au titre des compensations et des subventions d'exploitation demeurent élevées et représentent une importante source de gaspillage et de distorsions dans l'allocation des ressources. Les études prospectives laissent entrevoir de très probables augmentations des prix des denrées alimentaires et des prix de l'énergie sur les marchés extérieurs pour les prochaines années qui accentueraient, d'autant, les pressions sur le budget de l'Etat. Aussi et pour éviter de nouvelles sources de dérapage des finances publiques, l'engagement de la réforme de la caisse générale de compensation devrait être entreprise pour assurer un meilleur ciblage des subventions et une maîtrise des charges et ce concomitamment au renforcement des programmes d'économie de consommation d'énergie et à la poursuite de la mise en œuvre du système d'indexation des prix des carburants aux prix internationaux.

Les caisses de sécurité sociale sont confrontées à des déficits croissants. Le retard pris dans la mise en œuvre du régime de retraite a entraîné, déjà, un important déficit atteignant 1.5 pourcent du PIB en 2016. Le budget de l'Etat a dû consentir l'octroi d'une avance de 300 MDT en 2016 et une dotation de 500 MDT pour 2017. En l'absence de réformes le déficit<sup>11</sup> des deux caisses serait de 2 000 millions de dinars en 2018 et atteindrait 4000 millions de dinars en 2022. C'est dire l'urgence de l'accélération de l'adoption et de la mise en œuvre du régime de sécurité sociale pour éviter que l'Etat ne soit pas acculé à assumer des charges de plus en plus lourdes.

La situation des entreprises publiques suscite, enfin, de sérieuses inquiétudes. « Les résultats nets d'exploitation de ce secteur, qui étaient positifs de 1.2 milliards de dinars en 2010, sont devenus négatifs approximativement du même montant en 2015 »<sup>12</sup> du fait notamment de l'augmentation des charges d'exploitation en relation avec l'augmentation

<sup>11</sup> Etude actuarielle réalisé en juin 2016 par le Centre de Recherches et d'Etudes sociales telle que rapportée dans l'ouvrage de Mahmoud Ben Romdhane : « Démocratie en quête d'Etat »

<sup>12</sup> Ouvrage de Mahmoud Ben Romdhane « Démocratie en quête d'Etat »

de l'effectif net de 25 000 environ entre 2010 et 2015 et la valorisation continue des salaires. La réactivation de la restructuration des entreprises publiques, aujourd'hui au bord de l'effondrement, revêt, désormais, une grande priorité ; sachant que la dette extérieure, contractée par les entreprises publiques et bénéficiant de la garantie de l'Etat, est évaluée à près de 12 pourcent du PIB en 2015<sup>13</sup>

Ceci dit, il est important de souligner, que, quels que soient les efforts qui seraient déployés pour élaborer des réformes, préciser leur calendrier et dégager le consensus à leur mise en œuvre, le redressement des finances publiques, sur des bases durables et suivant un coût social raisonnable, est intimement lié à l'accélération de la croissance et des créations d'emploi et donc à un plus grand engagement du secteur privé en matière d'investissement et de création de richesses. C'est, en fait, le principal enjeu qui se pose au pays et dont il importe de réunir les conditions humaines, institutionnelles et réglementaires pour le relever avec succès.

A titre d'éclairage, un point de plus de croissance du PIB engendre 15 000 à 20 000 emplois supplémentaires et plus de 300 MDT de recettes fiscales additionnelles et, donc, une marge de manœuvre plus importante pour le rééquilibrage du budget de l'Etat et pour le rétablissement des fondamentaux de l'économie.

**Mots clés : Finances publiques Tunisie ; Budget de l'Etat Tunisie ; paramètres et ratios du budget de l'Etat**

**Mise à jour : 17 aout 2018**

---

<sup>13</sup> Source livre blanc sur la réforme des entreprises publiques édité par la présidence du gouvernement

**ANNEXE I : Part du budget de l'Etat dans le PIB**

En MDT	Budget de l'Etat	PIB prix du marché	Ratio en %
2003	11 050	35 373	31.2
2004	13 003	38 839	33.5
2005	13 025	41 871	31.1
2006	13 888	45 756	30.3
2007	15 087	49 857	30.3
2008	16 068	55 268	29.1
2009	17 417	58 677	29.7
2010	17 884	63 055	28.4
2004-2010	+ 7.1 par an	+8.6% par an	29.8
2011	20 751	64 492	32.2
2012	23 262	70 353	33.1
2013	26 435	75 144	35.2
2014	27 318	80 865	33.8
2015	26 861	84 648	31.7
2016	29 311	89 804	32.6
2017	34290	96 660	35.5
2011-2017	+9.7%	6.3%	33.5

**Source : Ministère des Finances et calculs par Le Forum Ibn Khaldoun**

## ANNEXEII : Composition du budget de l'Etat

En MDT	Budget de fonctionnement	Budget de capital	Service dette publique
2003	5 335	2 405	3 119
2004	5 912	2 551	4 476
2005	6 544	2 526	3 833
2006	7 112	2 646	3 914
2007	7 904	2 794	3 921
2008	9 264	3 315	3 276
2009	9 365	4 014	3 242
2010	10 001	4 302	3 616
2004-2010	+9.4 % par an	+7.5% par an	+2.1% par an
2011	12 503	4 729	3 608
2012	14 636	4 765	4 120
2013	17 448	4 393	4 423
2014	17 285	4 792	4 865
2015	17 228	4 799	4 613
2016	18 420	5 422	5 198
2017	21 432	5 730	7 004
2011-2017	+ 11.5% par an	+ 4.2% par an	+9.9% par an

Source : Ministère des Finances et calculs par le forum Ibn Khaldoun

**Annexe III : composition du budget de fonctionnement**

	Traitements et salaires	Ratio /PIB	Total des Subventions	produits base	carburants	transport
2004	4 253	11.0%	565*	262	203	100*
2005	4 591	11.0%	871*	243	508	120*
2006	4 932	10.8%	807	307	500	146
2007	5 328	10.7%	1282	668	450	164
2008	5 761	10.4%	2036	1048	806	182
2009	6 299	10.7%	1 430	800	430	200
2010	6 785	10.7%	1 500	730	550	220
2004-2010	37 949	10.7%	8 637	4 058	3 447	1 132
2011	7 679	11.9%	2 869	1 100	1 536	233
2012	8 656	12.3%	3 624	1 235	2 111	278
2013	9 608	12.8%	5 514	1 450	3 734	330
2014	10 541	13.0%	4.154	1 417	2 353	384
2015	11 581	13.7%	2 864	1 530	918	416
2016	13 164	14.7%	2 211	1 581	197	433
2017	14 352	14.8%	3 492	1 494	1 550	448
2016-2017	75 581	13.4%	24 728	9 807	12 399	2 522

Source : Ministère des Finances

NB : les données au titre des subventions du secteur des transports en 2004 et 2005 sont des estimations du Forum

## ANNEXE IV : Dette publique de l'Etat

En MDT	Dette publique	Ratio/ PIB	Dette extérieure	dette intérieure
2003	19 463	55.0%	12 529	6 934
2004	20 916	53.9%	13 209	7 707
2005	21 949	52.4%	14 026	7 923
2006	22 221	48.5%	13 286	8 935
2007	22 829	45.8%	13 300	9 529
2008	23 927	43.3%	14560	9 367
2009	25 190	42.9%	14 716	10 474
2010	25 640	40.7%	15 551	10089
2004-2010	+4.0% par an		+3.1% par an	+5.5% par an
2011	28 779	44.6%	16 701	12 078
2012	31 418	44.7%	19 712	11 706
2013	34 987	46.5%	19 963	15 024
2014	41 054	50.8%	24 781	16 273
2015	46 921	55.4%	28 893	17 028
2016	55 922	62.3%	36 414	19 508
2017	68 074	70.4%	46 785	21 289
2011-2017	+15.0% par an		+17.0% par an	+11.3% par an

Source : ministère des Finances

ANNEXE V : Recettes propres de l'Etat

	Recettes propres	dons	Privatisation et biens confisqués	Recettes propres spécifiques
2003	7 821	48	8	7 765
2004	8 717	37	125	8 555
2005	9 280	70	170	9 040
2006	10 553	48	380	10 125
2007	11 444	38	391	11 015
2008	13 714	192	147	13 375
2009	13 765	178	0	13 587
2010	14 823	54	0	14 769
2004-2010	+9.6% par an	T : 665 MDT	T : 1221	+9.6% par an
2011	16 753	207	383	16 163
2012	18 488	633	1 105	16 750
2013	19 992	509	1 265	18 218
2014	20 360	370	96	19 894
2015	20 186	292	70	19 824
2016	21 245	130	527	20 588
2017	23 891	187	145	23 559
2011-2017	+7.0% par an	T : 2328MDT	T : 3590 MDT	+6.9% par an

Source : Ministère des Finances

**ANNEXE VI : Recettes fiscales**

En MDT	Recettes fiscales	Pression fiscale
2003	6 631	18.7%
2004	7 252	18.7%
2005	7 904	18.9%
2006	8 470	18.5%
2007	9 508	19.1%
2008	11 331	20.5%
2009	11 685	19.9%
2010	12 699	20.1%
2004-2010	68 849	19.5%
2011	13 630	21.1%
2012	14 865	21.1%
2013	16 322	22.0%
2014	18 674	23.1%
2015	18 546	21.9%
2016	18 702	20.8%
2017	21 187	21.9%
2011-2017	121 926	21.7%

Source : Ministère des Finances

**Annexe VII : principales composantes des recettes fiscales**

	salariés	non salariés	Sociétés pétrolières	Sociétés non pétrolières	TVA
2003	1 006	303	174	694	2 006
2004	1 082	355	240	708	2 258
2005	1 160	364	459	903	2 301
2006	1 301	416	550	839	2 466
2007	1 473	476	884	865	2 660
2008	1 606	539	1150	1266	3 309
2009	1 843	537	647	1619	3 400
2010	2 005	595	813	1620	3 750
2004-2010	10 470	3 282	4 743	7 820	20 144
2011	2 326	547	999	2 042	3 848
2012	2 640	548	1285	1 616	4 376
2013	3 068	640	1682	1 729	4 452
2014	3 260	835	1791	2 284	5 107
2015	3 557	1 531	1089	1 645	5 058
2016	4 106	1 836	419	1 215	5 138
2017	4 028	2 175	586	1 769	6 092
2011-2017	22 985	8 112	7 851	12 300	34 71

**Source : Ministère des Finances**

**ANNEXE VIII : Evolution du Solde primaire du budget de l'Etat**

En MDT	Recettes propres nettes	Budget hors service dette	Solde primaire
2004	8 555	8 527	+28
2005	9 040	9 192	<b>-152</b>
2006	10 125	9 974	+151
2007	11 015	11 166	<b>-151</b>
2008	13 375	12 792	+583
2009	13 587	14 175	<b>-588</b>
2010	14 769	14 292	+477
2004-2010	80 466	80 118	+348
2011	16 163	17 144	<b>-981</b>
2012	16 750	19 142	<b>-2 392</b>
2013	18 218	22 012	<b>-3 794</b>
2014	19 894	22 452	<b>-2 558</b>
2015	19 824	22 249	<b>-2 425</b>
2016	20 588	24 113	<b>-3 525</b>
2017	23 559	27 286	<b>-3 727</b>
2016-2017	134 996	154 398	<b>-19 402</b>

Source Ministère des Finances et calculs du Forum Ibn Khaldoun

**ANNEXE IX : Evolution du déficit budgétaire**

	Déficit budgétaire	Ratio /PIB
<b>2003</b>	<b>1 099</b>	<b>3.1%</b>
<b>2004</b>	<b>998</b>	<b>2.6%</b>
<b>2005</b>	<b>1 213</b>	<b>2.9%</b>
<b>2006</b>	<b>1 174</b>	<b>2.6%</b>
<b>2007</b>	<b>1 333</b>	<b>2.7%</b>
<b>2008</b>	<b>559</b>	<b>1.0%</b>
<b>2009</b>	<b>1.770</b>	<b>3.0%</b>
<b>2010</b>	<b>650</b>	<b>1.0%</b>
<b>2003-2010</b>	<b>Total : 7 697</b>	<b>2.2%</b>
<b>2011</b>	<b>2 127</b>	<b>3.3%</b>
<b>2012</b>	<b>3 853</b>	<b>5.5%</b>
<b>2013</b>	<b>5 207</b>	<b>6.9%</b>
<b>2014</b>	<b>4 074</b>	<b>5.0%</b>
<b>2015</b>	<b>4 069</b>	<b>4.8%</b>
<b>2016</b>	<b>5 510</b>	<b>6.1%</b>
<b>2017</b>	<b>5 986</b>	<b>6.1%</b>
<b>2016-2017</b>	<b>Total : 30 826</b>	<b>5.5%</b>

Source : Ministère des Finances

**ANNEXE X : Effectifs de la fonction publique**

<b>Ministères</b>	<b>2010</b>	<b>2016</b>	<b>Variation</b>
<b>Education</b>	<b>107 837</b>	<b>203 690</b>	<b>+35 853</b>
<b>Intérieur sans les collecti.locales</b>	<b>66 023</b>	<b>93 884</b>	<b>+27 861</b>
<b>Défense</b>	<b>44 638</b>	<b>71 968</b>	<b>+27 330</b>
<b>Santé Y compris les EPS</b>	<b>59 495</b>	<b>83 318</b>	<b>+23 823</b>
<b>Agriculture</b>	<b>21 791</b>	<b>28 859</b>	<b>+7 168</b>
<b>Enseignement supérieur et R.S</b>	<b>28 499</b>	<b>38 026</b>	<b>+9 527</b>
<b>Jeunesse et sport</b>	<b>12 388</b>	<b>19 813</b>	<b>+7 425</b>
<b>Finances</b>	<b>16 534</b>	<b>19 032</b>	<b>+2 498</b>
<b>Culture</b>	<b>4 470</b>	<b>7 245</b>	<b>+2 775</b>
<b>Justice</b>	<b>11 810</b>	<b>15 982</b>	<b>+4 172</b>
<b>Affaires sociales</b>	<b>5 646</b>	<b>9 153</b>	<b>+3 507</b>
<b>Autres départements</b>	<b>28 764</b>	<b>27 424</b>	<b>-1340</b>
<b>Total de l'effectif</b>	<b>466 120</b>	<b>619 409</b>	<b>153 289</b>
<b>Collectivités locales</b>	<b>22 712</b>	<b>34 001</b>	<b>11 289</b>
<b>Total Fonction Publique</b>	<b>488 832</b>	<b>653 410</b>	<b>+164 578</b>

Source : Démocratie en quête d'Etat de Mahmoud Ben Romdhane